

Référendum Constitution 2005

«Un vote d'auto-défense, une logique de chaos»

ENTRETIEN • François Miquet-Marty, directeur des études politiques de l'Institut Louis-Harris, livre son analyse du résultat du référendum.

Par Christophe Alix

29 mai 2005 (Libération.fr - 22:55)

Comment analysez-vous cette victoire nette et massive du non?

La sanction des catégories dirigeantes de ce pays est massive avec une amplification comparée au 21 avril 2002. Les partis de gouvernement qui avaient appelé à voter pour le oui, le PS, l'UDF et l'UMP sont clairement désapprouvés avec cette fois le caractère aggravant d'un taux de participation très élevé, de l'ordre de 71%, comme lors de l'approbation du traité de Maastricht. Les abstentionnistes habituels, notamment dans les catégories les plus populaires, semblent cette fois s'être déplacés aux urnes.

Quels premiers enseignements peut-on en tirer?

Ce vote révèle une triple fracture: une fracture démocratique, une fracture européenne et une fracture sociale. J'y vois une convergence des peurs, avec d'un côté la crainte d'une perte d'identité nationale et de l'immigration, de l'autre des préoccupations fortes sur les conséquences économiques et sociales de la construction européenne telle qu'elle est perçue par les Français. Il y a comme une réaction d'auto-défense du corps électoral, marqué depuis plusieurs années par un sentiment de dépossession démocratique. L'effet de sursaut, espéré jusqu'au bout dans le camp du oui, n'a pas eu lieu, malgré les interventions de Lionel Jospin et de Jacques Chirac. Le oui n'est pas parvenu à faire rêver, le non a su capitaliser sur les peurs et les mécontentements des Français.

Peut-on rattacher ce non aux résultats des scrutins électoraux de ces dernières années?

Il se dégage une vraie cohérence sur la séquence électorale 2002-2004-2005. A chaque fois, que ce soit lors de la présidentielle, des régionales ou des européennes ou du référendum ce soir, il y a eu sanction des sensibilités politiques au pouvoir. Le résultat de ce référendum rappelle le vote défouloir du premier tour de la présidentielle mais avec un taux de participation beaucoup plus important. Ceux qui ont voté Chirac sous la contrainte en 2002 s'en sont rappelés aujourd'hui et ont sanctionné avec une grande violence le bilan de ses dix ans à la tête de l'Etat. Chirac perd sur deux de ses principaux chevaux de bataille: l'Europe et la fracture sociale, qu'il a été impuissant à réduire. Finalement, ce référendum aura été porté par des considérations très psychologiques.

Dans quelle situation se trouvent la gauche et la droite de gouvernement ce soir?

La gauche se trouve placée à nouveau dans une position de table rase, d'année zéro. Fabius qui apparaît comme le grand gagnant ce soir se retrouve à la tête d'un camp très hétérogène, un camp du non qui est un véritable manteau d'arlequin. L'UMP qui avait déjà subi une érosion de ses positions depuis 2002 se retrouve elle confrontée à un nouveau défi sur sa droite, souverainiste et nationale.

Ce résultat peut-il laisser présager une recomposition du paysage politique français?

Je vois surtout à l'oeuvre une logique de destruction, de chaos. Les lignes de fracture ont bougé avec cette campagne référendaire mais une recomposition du paysage politique ne me paraît pas à l'ordre du jour. Notre système institutionnel, marqué par une bipolarisation gauche-droite à certains égards de plus en plus artificielle, n'y pousse pas.